



Cancun : derrière les bilans d'autosatisfaction, la menace pour les pauvres se précise

Par [Daniel Tanuro](#)

Thème: [Environnement](#)

Mondialisation.ca, 15 décembre 2010

[Europe solidaire sans frontières](#) 15
décembre 2010

Après avoir chanté sur tous les tons qu'il ne fallait rien attendre de Cancun, les médias claironnent à présent que le sommet climatique est une réussite car les gouvernements se sont enfin décidés à agir pour que le réchauffement ne dépasse pas deux degrés, voire 1,5°Celsius par rapport à l'ère préindustrielle. Cet objectif théorique figure en effet dans les documents adoptés par le sommet... mais, en pratique, les plans climat élaborés par les différents pays impliquent une hausse de température de 3 à 4°C d'ici la fin du siècle ! Or, Cancun n'a pris aucune décision pour combler ce gouffre entre les intentions et les actes. Les vraies décisions sont renvoyées au sommet de Durban, dans un an. D'ici là, le protocole de Kyoto et ses timides garanties sont plus que jamais au frigo, et les pays capitalistes développés se voient garantir toute une série de moyens pour échapper à des réductions drastiques de leurs émissions. Derrière les bilans d'autosatisfaction, la menace pour les pauvres se précise.

L'objectif d'une hausse maximale de 2°C figurait déjà dans le texte négocié à Copenhague entre les Etats-Unis et les grands pays « émergents », dont la Chine. Mais la précision « par rapport à la période préindustrielle » manquait. De plus et surtout ce soi-disant accord, concocté en coulisses, n'avait pas été ratifié par l'assemblée générale des Nations unies. La Bolivie, Cuba, le Venezuela, le Tuvalu et le Soudan s'y étaient opposés : 1°) pour protester contre la procédure ; 2°) pour dénoncer le manque d'engagements des pays développés (clairement perceptible dans leur volonté d'utiliser la protection des forêts au Sud comme alternative à la réduction des émissions au Nord) ; 3°) pour exiger que le capitalisme assume réellement sa dette écologique vis-à-vis des pays pauvres (au lieu d'utiliser la crise climatique comme prétexte pour une politique néocoloniale d'appropriation des ressources naturelles). On va voir que ces motifs restaient pleinement valables dans le cadre du sommet de Cancun qui, pour l'essentiel, n'a fait que transformer le texte de Copenhague en accord onusien. Pourtant, le front du refus s'est délité. Cuba et le Venezuela sont rentrés dans le rang, seule la Bolivie a maintenu une attitude de principe... La présidence mexicaine l'a balayée en décrétant que la règle de l'unanimité ne donnait pas un droit de veto à un pays...

Un gouffre entre les intentions et les actes

En matière d'objectif général, Cancun va un peu plus loin que Copenhague. En effet, tout en se prononçant pour 2°C maximum, le texte adopté reconnaît la nécessité d'envisager rapidement « *un durcissement de l'objectif global de long terme sur la base de la meilleure connaissance scientifique, y compris en relation à une hausse moyenne de la température*

globale de 1,5°C » [1]. C'est la première fois que l'ONU se prononce sur le « seuil de dangerosité » du réchauffement, et l'inquiétude croissante du GIEC trouve enfin un écho dans la communauté internationale (à l'initiative des petits Etats insulaires, cent pays se sont prononcés pour 1,5°C maximum). C'est important. Mais il y a un gouffre béant entre les belles intentions et les actes.

Suite à « l'accord » de Copenhague, et conformément à celui-ci, quelque 140 nations ont élaboré un plan climat et l'ont transmis au secrétariat de la Convention cadre des nations unies sur les changements climatiques. Sur base de ces documents, et à condition que tous les pays tiennent parole, la température augmenterait de 3 à 4°C d'ici la fin du siècle – un écart presque aussi grand en moins d'un siècle que celui qui nous sépare de la dernière glaciation, il y a plus de 12.000 ans ! Un écart qui aurait à coup sûr des conséquences sociales et écologiques catastrophiques...

En 2209, la quantité globale de gaz à effet de serre rejetée annuellement dans l'atmosphère était un peu supérieure à 48 milliards de tonnes. Au rythme d'augmentation actuel, et en tenant compte de la récession, on projette 56 milliards de tonnes en 2020. Pour avoir une chance sur deux de ne pas dépasser 1,5 ou 2°C de hausse, les émissions devraient culminer au plus tard en 2015 puis diminuer et passer respectivement sous la barre des 40 ou des 44 milliards de tonnes avant 2020 – soit une réduction de 12 à 16 milliards de tonnes. Les plans climat des gouvernements ne représentent que 3 à 4,3 milliards de tonnes. Une diminution supplémentaire de 8 à 13 milliards de tonnes est donc indispensable [2]. Cet effort devrait être réalisé par les pays développés. 1°) Parce qu'ils sont les principaux responsables du réchauffement. 2°) Parce que – mais qui le sait ?! – les plans climat des pays en développement sont conformes aux chiffres du GIEC (une déviation de 15 à 30% par rapport au scénario de référence), tandis que ceux des pays développés ne correspondent même pas à la partie basse de la fourchette indiquée par les experts (20%, alors que le GIEC recommande une réduction nette de 25 à 40%). [3]

Trois tours de passe-passe

A ce stade du raisonnement, il est important de savoir que l'objectif de 8 à 13 milliards de tonnes de réduction des émissions doit être analysée en tenant compte du fait que le Protocole de Kyoto offre aux pays développés trois tours de passe-passe, permettant de remplacer des réductions réelles de leurs émissions par des réductions fictives :

✘ le premier tour de passe-passe est le fait que la négociation du Protocole a donné lieu à une distribution extrêmement généreuse des droits d'émission. Certains pays de l'Est, notamment, ont reçu des droits calculés sur base de la quantité de gaz à effet de serre émise par l'URSS avant l'effondrement économique de ce pays. De ce fait, la Russie, l'Ukraine et le Bélarus disposent aujourd'hui d'énormes quantités de droits non utilisés, et qui peuvent être vendus sur le marché du carbone. Globalement, les excédents correspondraient à 2 milliards de tonnes de gaz à effet de serre. Au terme de la première période d'engagement de Kyoto, en 2012, il faudra décider si ces excédents pourront encore être échangés, ou pas ;

✘ le deuxième tour de passe-passe concerne les absorptions de carbone par les sols et les forêts. Selon Kyoto, les pays développés peuvent comptabiliser comme réductions d'émissions les augmentations d'absorption découlant d'un changement d'utilisation des sols, ou d'une augmentation de la superficie des forêts (à noter que les rejets de carbone résultant d'une moins bonne utilisation des sols ou d'une déforestation ne doivent pas

contre pas être comptabilisés comme émissions !). On estime que les pays riches disposent ainsi d'une réserve correspondant à 0,5 milliards de tonnes de gaz à effet de serre ;

✘ le troisième tour de passe-passe est la possibilité pour les pays développés de compenser leurs émissions par des mesures censées réduire les rejets - ou accroître les absorptions - de gaz à effet de serre dans les pays du Sud ou en transition. C'est ce qu'on appelle les « mécanismes de projet », dont le plus connu et le plus important est le fameux Mécanisme de Développement Propre (MDP). Le risque est d'une part que la compensation ne soit que théorique (certains spécialistes estiment que c'est le cas une fois sur deux, voire davantage, notamment en cas de compensation par des projets forestiers), d'autre part que des réductions soient comptabilisées deux fois (une fois par le pays développé, et une fois par le pays hôte du « mécanisme de projet »).

Plus d'ambition pour moins d'efforts

Selon l'étude de Climate Action Tracker citée plus haut, ces trois dispositifs permettraient aux pays développés d'atteindre les objectifs de leurs plans climat sans prendre aucune mesure supplémentaire d'ici 2020, donc sans réduire le moins du monde leurs émissions réelles. Dès lors, de deux choses l'une : soit les tours de passe-passe sont bannis, soit on considère que l'écart entre ce qui est nécessaire et ce qui est décidé n'est pas de 8 à 13 milliards de tonnes, mais de 10,5 à 15,5 milliards de tonnes, au moins, à combler par le Nord. Or, sur cette question cruciale, Cancun est plus qu'ambigu : d'un côté, le sommet « *presse les pays développés d'augmenter leur ambition en matière de réduction des émissions* » pour être dans la marge des 25 à 40% de réduction en 2020 mentionnée par le GIEC ; de l'autre, il leur suggère de procéder à cette augmentation en « *prenant en compte les implications quantitatives des activités de foresterie et de changement d'affectation des sols, de l'échange des droits, des mécanismes de projet et du report des droits de la première sur la deuxième période d'engagement* ». En clair : faites semblant de faire plus d'efforts, et faites-en moins en réalité !

Un quatrième tour de passe-passe est dans le pipe-line... qui permettrait de ne pas faire d'efforts du tout. Il consisterait à considérer que non seulement la plantation d'arbres mais aussi la simple protection des forêts existantes pourrait servir à compenser les émissions des pays développés.

Ici, il convient de faire la part des choses. Premièrement, il est révélateur - et choquant - que l'arrêt de la déforestation (qui ne concerne que le Sud) soit, comme à Copenhague, l'unique mesure concrète mentionnée pour lutter contre les changements climatiques (provoqués surtout par le capitalisme au Nord).

Deuxièmement, s'il est exact que l'arrêt de la déforestation dans les pays du Sud permettrait de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 15% environ, peut-être davantage, il serait inacceptable que cela génère des crédits de carbone que les grandes entreprises du Nord pourraient acheter à bas prix afin de ne pas payer plus cher la réduction de leurs émissions. A la demande de la Bolivie, les documents adoptés à Cancun ne plaident pas pour cette solution... mais ils ne la rejettent pas non plus. Dans le contexte néolibéral actuel, n'est-il pas évident que cela équivaut presque à un feu vert ?... Puisque les plantations d'arbres donnent droit à crédits, pourquoi pas la protection des forêts ? Le programme REDD (Reducing Emissions from Deforestation and Degradation) s'oriente clairement dans ce sens. Anticipant sa mise en œuvre, de nombreux projets privés de « protection forestière » - impliquant généralement l'expulsion des peuples indigènes-

alimentent déjà un marché volontaire des crédits de carbone [4]. C'est dire que la plus grande méfiance est de rigueur lorsque Cancun milite pour « *hausser le niveau d'ambition des mécanismes de marché, y compris l'utilisation des sols, les changements d'affectation des sols et les activités forestières* » et « *encourage toutes les parties à trouver des moyens effectifs de réduire la pression humaine sur les forêts* »...

Kyoto au frigo, la BM aux finances

En même temps qu'il s'engage clairement en faveur des tours de passe-passe de Kyoto et de leur extension (la résolution demande que de nouveaux mécanismes de marché soient élaborés dans l'année qui vient), le sommet évite soigneusement de se prononcer sur l'avenir du protocole. Ici, les ambiguïtés des décisions prises sont portées à un niveau vraiment remarquable. C'est dans le document relatif à Kyoto que figure la phrase qui « *presse les pays développés d'augmenter leur ambition en matière de réduction des émissions* ». Ce même texte stipule que l'année 1990 doit constituer la référence pour mesurer les efforts réalisés et exprime le souhait qu'il n'y ait pas de hiatus entre la première et la seconde période d'engagement. Les pays du Sud, qui exigent le maintien du protocole en tant que garantie d'un « leadership climatique » du Nord, semblent ainsi obtenir gain de cause. Pourtant, Cancun ne fait que donner son accord pour que le groupe de travail sur les engagements futurs des pays développés tâche de terminer ses travaux « le plus tôt possible ».

La résolution adoptée salue les « *progrès accomplis* » au sein de ce groupe... La formule laisse rêveur. D'abord parce que le Japon, le Canada et la Russie ont dit clairement non à toute prolongation de Kyoto, au motif que les pays développés ne représentent plus que 27% des émissions. Ensuite et surtout parce que les Etats-Unis, principaux responsables des changements climatiques, dont les émissions ont augmenté de 30% entre 1990 et 2005, n'ont adopté aucun objectif de réduction d'ici 2020... et ne le feront pas dans un avenir prévisible. Il est vrai que, les USA n'ayant pas ratifié Kyoto, cette formule sur les « progrès accomplis » ne les concerne donc pas... A cet égard, il est significatif que la petite Bolivie soit montrée du doigt quand elle ose défendre toute seule les intérêts des peuples indigènes, tandis que la superpuissance étasunienne n'essuie pas le moindre reproche pour sa politique climatique criminelle.

La presse a fait grand cas du « Fonds vert climatique » mis sur pied par le sommet afin d'aider les pays en développement à faire face aux conséquences du réchauffement. Ceci appelle quatre remarques principales : 1°) l'objectif de cent milliards de dollars par an à partir de 2020 figurait déjà dans « l'accord de Copenhague » ; 2°) Cancun n'a levé aucune des ambiguïtés de cette proposition, notamment en ce qui concerne l'origine des fonds (privés ou publics ?), leur nature (dons ou prêts ?) et la manière dont ils seront acheminés [5] ; 3°) la résolution se contente d'affirmer qu'une « partie significative de ce financement passera par le fonds vert climatique » ; 4°) le conseil exécutif du fonds ne sera composé qu'à 50% de représentants des pays en développement, et la Banque Mondiale est désignée comme administrateur... Fut-ce pour une période transitoire de trois ans, nul doute qu'elle s'emploiera à donner au fonds une orientation parfaitement conforme à sa politique néolibérale et néocoloniale d'appropriation capitaliste des ressources naturelles.

Un nouveau régime climatique

Les négociations climatiques vont maintenant reprendre dans le cadre multilatéral des Nations unies. Mais Cancun n'a guère fait plus qu'entériner l'accord conclu il y a un an entre

les Etats-Unis et les grands pays émergents, avec le soutien de l'Union Européenne et du Japon. Tous les problèmes demeurent... Ils sont simplement repoussés vers les prochaines conférences des parties, en premier lieu la COP17, qui aura lieu à Durban en 2011.

Un non-événement ? Non, car le cap est mis sur un nouveau régime climatique. Le système de Kyoto qui – c'était son aspect positif – attribuait aux pays développés des objectifs de réduction obligatoires, assortis de pénalités en cas de non-respect des engagements, est remplacé de facto par un mécanisme – purement libéral – d'engagements volontaires des grands pollueurs du Nord et du Sud, soumis à vérification internationale. L'acceptation par la Chine d'une procédure de contrôle « *non intrusive, non punitive et respectant la souveraineté nationale* » a rendu possible ce tournant. Par celui-ci, le couple sino-étasunien qui domine la planète prend le contrôle des négociations climatiques, repoussant l'UE au rang de figurant. Dans la foulée, le concept clé de « responsabilité commune mais différenciée » tend à s'estomper, les pays pauvres sont encore plus marginalisés, et la pression de l'expertise scientifique sur les gouvernements est desserrée au profit d'une saine prise en compte des sacro-saints impératifs de rentabilité et de compétitivité des multinationales.

Seuls vainqueurs, « les marchés » voient s'ouvrir partout de juteuses perspectives. Voilà en quoi consiste le « succès » de Cancun... Pour les exploité-e-s et les opprimé-e-s du monde, ce sommet ne fait que renforcer l'urgente nécessité d'une mobilisation sociale contre la destruction du climat par le productivisme capitaliste et sa boulimie de combustibles fossiles. Puisse le terrible drame qui a frappé vingt millions de femmes et d'hommes au Pakistan, l'été dernier, motiver chacune et chacun à prendre la mesure des enjeux.

La source originale de cet article est [Europe solidaire sans frontières](#)
Copyright © [Daniel Tanuro](#), [Europe solidaire sans frontières](#), 2010

Articles Par : [Daniel Tanuro](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca